

Bombe politique : mais comment recréer du lien social dans cette France où les classes favorisées ont fait sécession ?



Une étude de la Fondation Jean Jaurès montre qu'alors que de nombreux observateurs ont souligné le développement de communautarismes ethno-religieux dans certains quartiers, la cohésion de la société française est également mise à mal par un autre processus, moins visible à l'œil nu mais lourd de conséquences : un véritable séparatisme social qui concerne toute une partie de la frange supérieure de la société.

Avec Jérôme Fourquet

Avec Christophe Boutin

Avec Chantal Delsol

Une note publiée par la Fondation Jean Jaurès pointe les modifications profondes des équilibres sociologiques depuis 30 ans et le poids pris par les catégories favorisées en France allant même jusqu'à démontrer que non seulement cette catégorie n'a pas vocation à se mélanger avec les catégories plus populaires mais qu'elles n'ont même plus l'occasion ou la nécessité de se croiser d'où une déconnexion grandissante d'une "France d'en haut" qui ne comprendrait plus une "France d'en bas". Est-ce que l'élection d'Emmanuel Macron ne serait pas la concrétisation du phénomène dans le sens où il proposait plus une offre sociologique (et séduisant cette catégorie de population principalement) que politique (sur la base d'un projet rassemblant différentes catégories de population) ?

Jérôme Fourquet : On peut faire un lien avec les phénomènes décrits de séparatisme social et ce qu'il s'est passé au premier tour et au deuxième tour de la présidentielle. Mais un lien partiel seulement. On voit par exemple que Emmanuel Macron a obtenu un score massif au deuxième tour à Paris alors qu'il ne faisait que 66% au niveau national; Il y avait cette polarisation très forte de son électorat sur Paris intra-muros et Emmanuel Macron a d'abord été le candidat de cette France qui va bien, de celle qui s'en sort et qui est optimiste et regarde la mondialisation plutôt comme une opportunité plus qu'une menace. D'autant qu'il a été soutenu par les grandes métropoles dont Paris en premier lieu et il a été massivement soutenu par les Français de l'étranger, les fameux expatriés. Electoralement il correspond en parti à cette mutation sociologique.

Néanmoins une partie des catégories moyennes et populaires ont voté pour lui, ne serait-ce que pour faire barrage à Marine Le Pen au deuxième tour, mais aussi au premier où il obtient des scores qui ne sont pas négligeables (aux alentours de 15% dans les communes rurales ou populaires par exemple). Il ne faut donc pas tordre le bâton à l'extrême et occulter le fait qu'il y avait une assise

minimale dans ces catégories de population. Néanmoins il avait un soutien beaucoup plus important dans les catégories qui sont décrites dans cette note.

Ce qui est aussi intéressant, en reprenant le cas de Paris, lorsque l'on parle d'une homogénéisation idéologique de ces catégories supérieures, il faut noter qu'il y a encore des différences (au premier tour Macron n'est pas majoritaire à Paris), mais au deuxième tour il y a quand même un 90/10 en faveur du président. Ce que Macron est ensuite parvenu à faire et ce qu'il continu à faire, c'est-à-dire poursuivre cette recomposition politique en agrégeant des gens qui viennent du PS, du Modem et des Républicains, on remarque qu'il y a de plus en plus de passerelles et de points de convergence qui sont encore plus fréquents dans ces milieux favorisés.

Christophe Boutin : Relativisons d'abord certains éléments de cette note. Le premier critère présenté comme prouvant cette rupture est que « la densité de cadres vivant dans le cœur des métropoles ne cesse de se renforcer ». Elle est effectivement multipliée par deux, mais dans la même période les cadres supérieurs sont passés en France de 8% à au minimum 12, et selon certaines études 16%, ce qui modère l'interprétation. Viennent ensuite comme éléments de preuve les questions scolaires : plus de catégories CSP+ dans les écoles privées, par ailleurs moins « défavorisées » (un critère qui n'est d'ailleurs pas expliqué et semble négliger l'aide étatique spécifique destinée aux établissements « à problèmes »), ou moins d'ouvriers dans les grandes écoles. Troisième critère, la fin du brassage social par le service militaire, auquel tous participaient de manière égale. Puis la fin du même brassage social dans les colonies de vacances. Enfin, la progression de l'exil fiscal.

L'idée est on le voit assez simple, pour ne pas dire simpliste : les « riches » font sécession et restent entre eux, abandonnant une nation de laquelle ils devraient pourtant se sentir solidaires. Mais la Fondation Jean Jaurès qui a commandité cette note gagnerait à faire ce constat : l'idéologie de la gauche est grandement responsable de cet état de fait.

Reprenons. La fuite vers les écoles privées ? La dégradation de l'école publique ne doit-elle pas aux effets conjugués du pédagogisme et du refus de l'autorité ? La disparition des fils d'ouvriers dans les grandes écoles au refus de la sélection ? Quant au regret de la fin d'un service militaire « creuset de la nation », qui peut surprendre chez une gauche volontiers antimilitariste, le service « égalitaire » relève partiellement du mythe, certains fils d'archevêques le faisant dans des conditions bien différentes des autres, entre planqués de Balard et vacanciers de nos ambassades. La fin des « jolies colonies de vacances », dont s'écartent non des riches, qui n'y ont jamais envoyé leurs enfants, mais plutôt des classes moyennes qui ne bénéficient pas des aides sociales, ne doit-elle pas aussi au refus de l'autorité cette fois conjugué à la volonté de ne pas stigmatiser de nouvelles catégories peu soucieuses de s'intégrer aux jeux de plage ? Quant à l'exil fiscal, la fiscalité française est telle qu'elle ne conduit plus seulement à l'exil des riches, mais aussi à celui des retraités des classes moyennes.

Il est donc permis de se demander si la sécession des « riches » n'est pas partiellement due aux excès commis par une certaine gauche idéologique et sectaire. Mais c'est aussi parce que, dans les trente années envisagées, ces « riches » ont changé. Fini les « notables » d'antan qui participaient à la vie sociale locale, ces notaires, avocats, pharmaciens, médecins, magistrats et autres. Cette catégorie, pour qui le statut social ne se résumait pas au pouvoir d'achat et dont la propriété était enracinée, généralement à droite, a été remplacée par des « nouveaux riches » déterritorialisés, dont l'écart de revenu avec le salaire de base s'accroît sans cesse, et qui professent volontiers un libéralisme individualiste hédoniste qui trouve son origine... à gauche.

Quant au lien avec le vote en faveur d'Emmanuel Macron, si effectivement il existe avec cette catégorie de nouveaux riches, rappelons que ces derniers n'ont pas été les seuls à porter au pouvoir l'actuel chef de l'État et qu'il faut ici être prudent avant d'en faire le « président des riches ».

Chantal Delsol : Tout cela est bien connu et même, hélas, palpable. Rappelez-vous Cicéron qui racontant le songe de Scipion, disait : Scipion s'étonne d'avoir vu deux soleils dans le même ciel, alors qu'il devrait plus encore s'étonner de voir deux peuples dans la même république. Et c'est bien ce qui nous arrive.

Il faut préciser que nous avons tout fait pour cela. Nous avons cassé tous les lieux où s'opérait le mixage social. Le rapport parle du service militaire, qui n'était d'ailleurs plus depuis longtemps le principal lieu de brassage : tous les jeunes des classes supérieures partaient en coopération et ne moisissaient plus dans les casernes. Mais plus encore : sous prétexte de principe de précaution, on a rendu le scoutisme carrément impraticable – or c'était un lieu suprême pour le brassage social. Il en va de même pour les écoles libres : en leur imposant cette limite non-écrite mais réelle des 20%, on en fait des écoles d'élite, alors que si elles pouvaient se développer elles seraient davantage des lieux d'éducation pour ceux qui en manquent.

Car le problème aigu, c'est la place qu'a pris l'éducation dans la vie sociale. Ce qui importe est moins à présent de savoir que de savoir-être. On va embaucher un jeune moins en raison de son diplôme que parce qu'il sera arrivé à l'heure au rendez-vous et sans chewing-gum dans la bouche. Et cela ne s'apprend que dans la famille, ou bien dans une troupe scout, ou bien dans certaines écoles plus attentives que d'autres... Il faut bien convenir que nos gouvernements ont tout fait pour déconsidérer tous ces lieux éducatifs et jeter sur eux la dérision.

Evidemment E. Macron est le représentant typique de cette classe supérieure désormais détachée du peuple. Pour être élu il lui a fallu déborder largement cette couche sociale, qui demeure très restreinte. Mais il en demeure le prisonnier typique : apparemment il ignore que les autres classes existent, et ne les a jamais rencontrées. C'est inquiétant.

Le "séparatisme social" qui s'est développé en France dans les catégories les plus favorisées a progressivement engendré un recul du sentiment d'appartenance à la communauté nationale. Et si le populisme pouvait être un outil qui, dosé avec une juste mesure, permettrait de renouer ce lien social perdu ? N'est-ce pas, dans une certaine mesure, ce qu'essaye de faire Emmanuel Macron avec le service

civil pour renforcer la cohésion nationale ?

Jérôme Fourquet : D'abord Emmanuel Macron a entièrement conscience de cette fracture. C'est pour cela par exemple qu'il a placé ses vœux sous le signe de la cohésion nationale. Certes on peut dire que cette cohésion nationale est attaquée et menacée par le communautarisme, ce qui est vrai, mais il y a aussi cette forme insidieuse qui est peut-être moins visible à l'œil nu mais qui sape au moins tout autant la cohésion nationale.

Emmanuel Macron, même s'il a été plutôt élu par cette France qui va bien, il est pleinement conscient du fait qu'il y a des catégories qui ne se croisent plus, qui ne se comprennent pas et qu'il faut absolument retisser des liens. Lors de ses vœux, il reprend la fameuse phrase de Kennedy "Arrêtez de vous demander ce que le pays peut faire pour vous, demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays". A mon avis je pense qu'il s'adresse très clairement aux premiers de cordées. A l'électorat qui l'a élu en leur disant qu'il fallait maintenant "renvoyer l'ascenseur" et qu'ils adoptent un comportement civique, citoyen et patriote en se démenant pour le "bien commun". Supprimer l'ISF est une invitation lancée à ces catégories favorisées à "renvoyer la balle". Cette volonté exprimée dans ses vœux est une clé de compréhension du pourquoi il s'arc-boute sur la question du service national alors que les militaires freinent des quatre fers et que tout le monde explique que tout cela est une usine à gaz qui va coûter extrêmement cher. Ce service national serait un moyen de recréer le sentiment de cohésion nationale non seulement auprès des couches défavorisées comme on l'imagine le plus souvent mais aussi auprès des couches favorisées qui elles aussi font sécession.

Comment cela sera perçu par son électorat c'est toute la question. Il y avait un article du Point avec un journaliste qui était allé rencontrer les Français expatriés en Belgique qui ne tarissaient pas d'éloges sur Emmanuel Macron mais n'envisageaient quand même pas de revenir. Ce qui est clair c'est que tout ce que je décris là c'est un des principaux carburants du populisme. Les catégories moyennes et populaires ont pleinement conscience d'avoir été abandonnées et que les catégories les plus favorisées et une partie de l'élite a "largué les amarres" et résonne non plus dans un cadre national mais dans un cadre global et est guidée non plus par les intérêts nationaux mais par ses propres intérêts.

Ce qui faisait le pacte social qui est un conforme à une très vieille histoire et que l'on retrouve dans l'adage "noblesse oblige" c'est que certains qui occupent des positions de privilégiés doivent en contrepartie se soucier et s'impliquer dans le bon fonctionnement et la défense des intérêts collectifs.

Christophe Boutin : La perte du sentiment d'appartenance communautaire n'est pas du au « séparatisme social », ce serait plutôt le séparatisme social qui serait la conséquence du délitement communautaire. D'ailleurs, ce séparatisme social est loin de ne concerner que les catégories CSP+ : comme l'a parfaitement démontré Christophe Guilluy dans sa France périphérique, il passe peut-être par l'exil fiscal en Belgique des CSP+ mais tout aussi sûrement par la fuite en province des CSP-

Les choses ont radicalement changé en trente ans, mais la gauche Jean Jaurès semble rester fixée sur son logiciel du « tout social ». Dans la France de 2018, la question principale n'est pas tant de savoir comment rassembler des catégories sociales différentes dans les mêmes communautés que de savoir comment rassembler des communautés différentes dans les mêmes catégories sociales.

On voit bien ici le vœu d'Emmanuel Macron de ressouder, de renforcer cette cohésion nationale qui le préoccupe. Mais quant au service civil, comment faire coexister en 2018, dans des conditions de promiscuité proches de celles de l'ancien service national, des jeunes gens – et jeunes filles ! – qui ne partagent parfois qu'à peine la langue ? Comment le faire sans un sur-encadrement et des sanctions immédiates en cas de manquement aux règles collectives, autant d'éléments devenus potentiellement conflictuels ?

Chantal Delsol : La récusation des petites communautés et des patries, la glorification du citoyen du monde, joue aussi un grand rôle dans cette coupure sociale. Les classes supérieures vivent en partie à l'étranger, parlent les langues étrangères, et le monde est leur patrie. Du même coup, elles se préoccupent moins de leurs compatriotes restés sur place et attachés à leur région ou à leur ville. Ici aussi, la situation présente est le résultat d'une manière de penser. Voyez comment nos intellectuels, ceux qui écrivent et qui parlent, traitent la « France moisie » ! L'idéologie cosmopolite est porteuse de clivage social, elle s'en nourrit, elle le glorifie.

Pour rétablir le lien social, davantage qu'un populisme qui ne réclamera que la centralisation (voyez le jacobinisme de Le Pen et de Philippot), mieux vaudrait un fédéralisme qui accorde de l'importance aux lieux de proximité, aux groupes de proximité. On ne fait pas de brassage social d'en haut, par obligation et par discours. C'est un esprit. J'ajoute que je ne crois pas du tout à la réforme Macron concernant le service national : personne ne pourra le rendre obligatoire pour tous parce qu'il faudrait mettre des déserteurs en prison, ce qui est tout à fait hors d'âge... et les jeunes ne voudront pas y aller, c'est évident. Cela me paraît complètement irréaliste.

Comment faire pour que cette déconnexion et ce phénomène cesse de s'accroître ?

Christophe Boutin : Avant de se poser la question de nouvelles mesures contraignantes pour obliger les « riches » au « vivre-ensemble », peut-être faudrait-il revenir à des règles simples. Donner à chacun, où qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, les mêmes chances, en acceptant que tous n'aient pas les mêmes résultats. Assumer la nécessité des hiérarchies et le caractère indispensable de l'autorité. Restaurer un ordre public indispensable au respect des libertés. Bref, n'en déplaise à la Fondation Jean Jaurès, faire une politique certainement républicaine, mais aussi clairement conservatrice, qui dégage de vraies élites et leur donne les moyens et l'envie d'agir dans leur pays et pour leur pays.